



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 165

Texte de la question

AGRESSION CONTRE DES SAPEURS-POMPIERS À CARPENTRAS

M. le président. La parole est à M. Julien Aubert, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Julien Aubert. Ma question s'adresse à Mme le garde des sceaux, ministre de la justice. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Madame le ministre, le week-end dernier, une équipe de sapeurs-pompiers de Carpentras a été sciemment attirée dans un véritable guet-apens dressé par une quarantaine de sauvagions de la cité des Amandiers, un des quartiers les plus défavorisés de ma circonscription.

Je sais que je me fais le porte-parole de l'ensemble de mes collègues parlementaires en condamnant cette agression gratuite et en apportant solennellement notre soutien aux sapeurs-pompiers de Carpentras et de la France entière. (*" Inutile de hurler ! " sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Je vous en prie, chers collègues.

M. Julien Aubert. Ces événements ne sont malheureusement pas un épiphénomène et viennent amplifier un mouvement qui s'est accéléré depuis plusieurs semaines. Tirs en pleine rue, embuscades urbaines contre des automobilistes, rodéos nocturnes, voitures béliers. Des pompiers qu'on agresse, des écoles qu'on prend d'assaut, des policiers qu'on provoque. C'est le visage de la république qu'on cherche à défigurer. (*" Tout à fait " sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Les habitants vivent barricadés chez eux, et, quelles que soient leurs origines, n'espèrent souvent qu'une chose : déménager.

À Carpentras, petite ville de 30 000 habitants, les habitants connaissent très bien la petite centaine d'individus qui gangrène la vie de leur commune, des délinquants qui attendent bien souvent les policiers munis d'armes à feu et de gilets pare-balles.

Comment expliquez-vous, madame le ministre, que systématiquement, les victimes de ces agressions, quelques jours, parfois quelques heures après leur arrestation, retrouvent leurs agresseurs libres de leurs mouvements, avec le sourire goguenard de celui qui a compris que l'impunité est devenue la règle ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Bernard Accoyer et Mme Valérie Pécresse. Très juste !

M. Julien Aubert. Les policiers et les gendarmes sont-ils contraints à être des Sisyphes devant éternellement rouler la pierre de la sécurité sur la pente de la permissivité judiciaire ? (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. Merci, monsieur le député...

M. Julien Aubert. Les Français ne comprennent pas cette société... (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - (Exclamations sur les bancs du groupe SRC)*)

M. le président. Merci !

La parole est à M. le ministre de l'intérieur. (*" Taubira ! Taubira ! " sur les bancs du groupe UMP.*)

Je vous invite à retrouver un peu de calme, chers collègues.

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Mesdames et messieurs les députés, monsieur le député, nous pourrions tous nous retrouver pour saluer ceux qui représentent nos services publics et qui interviennent dans tous nos territoires, quartiers urbains ou territoires ruraux : policiers, gendarmes - j'ai déjà eu l'occasion de le

dire hier - et sapeurs-pompiers, à qui j'ai rendu hommage en me rendant au nom du Gouvernement au congrès d'Amiens.

Oui, trop de policiers, trop de gendarmes, trop de sapeurs-pompiers sont aujourd'hui attirés dans des guets-apens. Ils sont insultés, caillassés et on leur tire dessus. Mais pourquoi vociférer, monsieur le député ? Pourquoi mettre en cause la justice ? Vous êtes un parlementaire, je l'ai été, pourquoi mettre en cause la séparation des pouvoirs, le rôle de l'État, le rôle de la police, le rôle de la justice ? (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Pourquoi à tout prix vouloir les affaiblir par vos propos ? Alors que près de vingt lois en matière de sécurité et de justice ont été votées, on est arrivé au résultat que vous êtes en train de décrire ! (*Protestations sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Ne croyez-vous pas qu'il faut une autre politique en matière de sécurité et de justice qui permette à la fois la fermeté, la sévérité, la règle républicaine et la justice, une justice adaptée qui doit être sévère ? Et dans le code pénal, quand il s'agit de personnes dépositaires de l'autorité, la justice doit et peut être impitoyable.

M. Julien Aubert. Ce n'est pas le cas !

M. Manuel Valls, *ministre*. Au lieu de vociférer, monsieur le député, au lieu de mettre en cause l'état de droit, rejoignez-nous quand il s'agit d'augmenter les postes de policiers et de gendarmes que vous avez vous-mêmes mis en cause ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, GDR, écologiste et RRDP.- Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Julien Aubert. Scandaleux !

M. Manuel Valls, *ministre*. Rejoignez-nous...

M. Jacques Myard. Non !

M. Manuel Valls, *ministre*. ...quand il faut créer des zones de sécurité. Rejoignez-nous pour dire que dans ce Gouvernement, contrairement à ce qui se faisait dans le passé, la garde des sceaux et le ministre de l'intérieur travaillent ensemble pour l'intérêt général. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP. - Mmes et MM les députés du groupe SRC se lèvent et applaudissent vivement.*)

Données clés

Auteur : [M. Julien Aubert](#)

Circonscription : Vaucluse (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 165

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 octobre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 octobre 2012](#)